



Syndicat CGT Michelin Roanne

Florian Farasse

06-34-96-20-87

Alain Mercier

06-70-96-07-73

Après la période traditionnelle des vœux de début d'année, il est temps pour chacune et chacun d'entre nous de créer les conditions pour que cette année 2009 soit meilleure que celle que nous avons connue en 2008.

Tout d'abord,

Au niveau de la situation internationale, particulièrement à GAZA où il est urgent de mettre un coup d'arrêt au massacre des Palestiniens et de créer les conditions politiques pour une paix durable pour tous les peuples concernés;

Au niveau social, la liste serait longue de tous les mauvais coups perpétrés par le patronat et le gouvernement :

La loi de l'argent contre le monde du travail, contre les populations et l'avenir de l'industrie ; en matière de salaires, de pouvoir d'achat, d'emploi, de protection sociale (santé, retraite...) et de garanties collectives (code du travail, CCN).

Jamais la vie n'a été aussi dure pour les salariés, les retraités, les jeunes, les malades.

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.



Face à cette situation et considérant qu'il est de leur responsabilité d'agir en commun, en particulier lors de la journée du 29 janvier, pour obtenir des mesures favorables aux salariés, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'Etat. Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique.

**L'UNION LOCALE CGT DES CANTONS DU ROANNAIS
APPELLE LES SALARIÉS A LA GRÈVE
JEUDI 29 JANVIER 2009
RASSEMBLEMENT 10H30 BOURSE DU TRAVAIL
MANIFESTATION JUSQU'À LA MAIRIE DE ROANNE
LA CRISE SOCIALE, C'EST EUX ! LA SOLUTION, C'EST NOUS TOUS !**

Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique :

1 - Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique :

De nombreuses entreprises mettent la pression sur les sous-traitants et fournisseurs faisant supporter à leurs salariés blocages de rémunérations et pertes d'emplois. Par ailleurs, des salariés sont contraints à des durées de travail élevées, tandis que les salariés temporaires, en intérim ou en CDD, sont les premiers à faire les frais des baisses d'activité. Les entreprises qui utilisent la crise pour opérer des restructurations tout en maintenant la rémunération de leurs actionnaires. C'est intolérable et inadmissible. Toute aide accordée à une entreprise doit être ciblée et faire l'objet de contreparties. Elle doit être conditionnée à des exigences sociales, en particulier en matière d'emploi. Elle doit faire l'objet d'une information et d'un avis préalable des élus représentant les salariés. Dans le cas spécifique du secteur bancaire, l'utilisation des aides publiques doit donner lieu à un contrôle direct par l'Etat.

2 - Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités

Les exigences des actionnaires ont conduit, dans beaucoup d'entreprises, à l'accroissement des inégalités. Elles se sont aussi traduites par une redistribution des richesses privilégiant le versement de dividendes au détriment des salaires et de l'investissement. Dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques, les négociations salariales doivent assurer au moins un maintien du pouvoir d'achat et une réduction des inégalités. Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux.

3 - Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat

Il est de la responsabilité de l'Etat et de l'Union Européenne de décider de politiques d'interventions publiques coordonnées favorisant une relance économique. Celles-ci doivent viser à la fois :

***Une relance par la consommation** en améliorant le pouvoir d'achat, en priorité des revenus les plus modestes parmi lesquels de nombreux salariés, demandeurs d'emploi, retraités et bénéficiaires de minima sociaux ;*

***Une politique de développement de logement social** à la hauteur de l'urgence, un encadrement des loyers et un accès au crédit dans des conditions excluant les taux usuraires ;*

Une protection sociale (santé, retraite...) dans un cadre collectif et solidaire ;

***De investissements ciblés**, en particulier en matière d'infrastructures, d'équipements publics et de services publics, en favorisant la recherche, le développement, l'éducation et la formation.*

4 - Préserver et améliorer les garanties collectives

***Les conditions de vie et de travail pour les salariés des secteurs privé et public, passent par l'amélioration du cadre collectif. C'est pourquoi il faut :** abroger les dispositifs légaux qui ont conduit à remettre en cause la réduction du temps de travail; retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche ; respecter le dialogue social sur tous les projets et propositions de loi qui touchent à la réglementation du travail ;*

Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en œuvre des réformes porteuses de progrès social.

5 - Réglementer la sphère financière internationale

Cette réglementation doit mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux. L'Union européenne doit être au premier plan pour l'exiger. Il faut aussi imposer le respect des droits fondamentaux et sociaux et des normes internationales de l'OIT dans tous les échanges internationaux. L'aide publique au développement doit être maintenue et améliorée. C'est ce que demande le mouvement syndical international.

Salaires, pouvoir d'achat :

La lutte, une nécessité le 29 janvier 2009